



N° 391
Avril-Mai 2026

Convergence

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU RÉSEAU SOLIDAIRE
DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS



La solidarité

notre cap dans un monde
déboussolé

Le Liban, depuis que la guerre y fait à nouveau rage, compte plus d'1 million de personnes déplacées. Celles-ci fuient les bombardements dans le sud du pays et dans sa capitale, Beyrouth. À Saïda, l'association DPNA, partenaire local du Secours populaire, organise l'accueil de ces familles déplacées au sein de l'école d'Abra, transformée en centre d'accueil collectif. 500 personnes y ont trouvé refuge et sont quotidiennement accompagnées, tant sur le plan matériel que psychologique.

Illustration ©Soulié



Faites un don

Scannez ce qr code pour faire un don



Dans ce numéro...

...nous vous parlons du Printemps car, au Secours populaire, il pose la lumière sur ses actions soutenues partout sur la planète. C'est le « Printemps de la solidarité mondiale » ! **P.3**. Si l'on peut agir en Europe et dans le monde, c'est grâce à l'engagement des bénévoles qui collectent, notamment lors des traditionnelles « chasses aux œufs » **P.22**. En France, l'association poursuit ses efforts pour accompagner les familles en grande difficulté : pour se relever après une catastrophe **P.10**, trouver de la chaleur **P.8**, accéder à ses droits **P.12** et retrouver son pouvoir d'agir pour aider à son tour d'autres familles... à l'autre bout du monde **P.21** ! Bonne lecture.

CHANGER DES VIES POUR CHANGER LE MONDE

Pour une solidarité grande comme le monde, le Secours populaire et son réseau de partenaires se mobilisent partout où le besoin de solidarité émerge sur la planète.

Pour une solidarité grande comme le monde, le Secours populaire et son réseau de partenaires se mobilisent partout où le besoin de solidarité émerge sur la planète. Ces dernières années, peut nous saisir le sentiment que le monde vacille sur ses bases et perd le contrôle de sa course. Bouleversé par le dérèglement climatique, fracturé par les guerres, abîmé par la pauvreté et les injustices, il recèle cependant une lumière persistante, qui a pour nom solidarité. Sans visa ni frontière, elle répare et fait lien, dessine des chemins vers demain. La solidarité internationale, selon le Secours populaire, est toujours une réponse à des besoins exprimés sur le terrain, respectueuse des cultures et modes de faire des populations, animée par des asso-

ciations implantées dans les territoires concernés. L'action du Secours populaire dans le monde s'inscrit dans son soutien à un réseau d'environ 200 partenaires locaux avec, en commun, des valeurs fortes : l'aide aux plus fragiles, la dignité des populations, l'éducation populaire et l'émancipation.

« Le Secours populaire n'exporte pas la solidarité : il concourt à la mettre en mouvement. »

Ce réseau se nourrit de relations de confiance, d'échanges d'expériences et d'apports mutuels. Lors des grandes rencontres organisées par le Secours populaire, telles que ses Congrès nationaux ou ses Festivals de la solidarité de la jeunesse, sont toujours invités ses partenaires étrangers. Les villages "Copain du Monde" cultivent, à l'échelle de l'enfance, le même esprit : des jeunes bénévoles du monde entier se retrouvent une semaine durant afin de se rencontrer et imaginer les solidarités de demain. Ce travail « main dans la main » incarne le souci du Secours populaire de développer des relations d'amitié entre les peuples. Le Secours populaire n'exporte pas la solidarité : il concourt à la mettre en mouvement.



Éditeur : Secours populaire français, association régie par la loi 1901 et reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 12 mars 1985, 9-11 rue Froissart - 75003 Paris. Directrice de la publication : Henriette Steinberg, secrétaire générale. Responsable de la rédaction : Thierry Robert, directeur général. Directrice de la communication : Angela Cabral. Comité éditorial : Alain Bommenel, Bruno Conty, Renata Cortinovis, Anne-Marie Cousin, Francia Garcia-Ficheux, Pierre Lemarchand, Corinne Makowski, Thierry Robert, Dominique Roche, Carole Vilain, Olivier Vilain, Françoise Vis. Rédaction : Anne-Marie Cousin, Pierre Lemarchand, Olivier Vilain. Secrétariat de rédaction : Pierre Lemarchand. Graphiste : Corentin Letarnec. Impression : IPS, Pacy-sur-Eure (27120). Conception : Secours populaire français. Convergence N°391 - Bimestriel - Avril 2026. Tirage : 172 235 exemplaires. Dépôt légal : Avril 2026. N°ISSN : 02933292. N°CPPAP : 02 21H84415. Illustration de Une : Adrià Fruitós.

Ici

Si elle s'initie souvent lors de crises extrêmes – catastrophes naturelles, conflits armés, famines, épidémies, etc. –, cette solidarité se développe toujours en un accompagnement dans la durée des populations meurtries ou dont les droits sont bafoués, avec comme visée un retour à l'autonomie. C'est une solidarité « *tout terrain* », qui s'active sur « *tous les fronts* » et fait confiance au temps long. Si le Secours populaire est en capacité de peser sur les conséquences de la guerre qui ravage le Sud-Liban, en assurant aux familles déplacées abri, nourriture et maintien de la dignité, comme de soulager la détresse des populations cubaines démunies, en luttant contre leur précarité alimentaire et énergétique, c'est que son action est de longue date ancrée sur ces terrains. Cet enracinement, ces partenariats structurants, sont les moteurs et les garants d'actions de solidarité réactives et durables.

Les bénévoles du Secours populaire s'engagent ici, « *au bout de la rue* », pour que nos partenaires puissent agir là-bas, « *au bout du monde* ». En même temps qu'ils imaginent et organisent des opérations de collecte pour la solidarité mondiale (une braderie, une vente de produits artisanaux, une chasse aux œufs, un concert solidaire ou encore un repas festif), ils sensibilisent le public. Parler de solidarité internationale, c'est donner des clés de compréhension du monde, faire œuvre d'éducation populaire, lutter contre l'intolérance et le fléau du racisme.

Nos partenaires nous le répètent sans cesse : le soutien d'une association populaire telle que la nôtre est, d'abord, concret. C'est-à-dire que chaque euro collecté concourt à changer des destins, rendre possible la sortie de la pauvreté pour une paysanne, le chemin de l'école pour une petite fille, l'accès à l'eau pour une famille, la réparation d'un traumatisme pour un enfant de la guerre. Mais ce soutien est aussi moral, fraternel : il rappelle à ceux que le malheur

frappe qu'ils font partie de la communauté des humains, que l'espoir doit demeurer vif et que l'avenir les appelle. « *Vous nous donnez de l'espoir dans l'humanité. Nous sommes meurtris, nous sommes discriminés, mais nous ne sommes pas seuls. Le Secours populaire nous rappelle qu'il y a tant de gens bons dans ce monde* », assurait Muspaha Barghouti, le président de l'association palestinienne PMRS, lors de sa venue au Congrès national du Secours populaire à Lille en novembre dernier. Mariia Guliaieva, de l'association Mondo en Ukraine, nous confie sensiblement la même chose : « *Pour les personnes déplacées d'Ukraine, savoir qu'un autre peuple les soutient et pense à elles, c'est important pour aller de l'avant. Quand on fuit et qu'on quitte tout, on se sent seul, abandonné. Aider ces femmes et ces enfants, c'est leur redonner du courage et de la confiance en l'avenir* ».

et

250
projets et actions
sont conduits chaque
année pour changer
concrètement des vies,
aux côtés de

200
organisations partenaires
locales de confiance,

dans **80**
pays du globe.

là-bas



© Lisa Miquet / SPF

À haute voix

Audrey Claxton
présidente de Cobraced
(Saint-Martin)

« Le Secours populaire nous aide à traverser les difficultés de la vie associative »

« Le Secours populaire a été là dans des moments difficiles. Même si nous sommes une population résiliente, le passage de l'ouragan Irma [en 2017] à Saint-Martin nous avait beaucoup éprouvés. Le Secours est arrivé quand nous avions besoin de redonner le sourire à nos enfants. Les petits ont ainsi pu fêter Noël, participer à des activités "Copain du Monde", et le drame d'Irma a pu s'effacer un peu de leur mémoire. Dix années après, notre partenariat continue et s'est renforcé. Le Secours populaire nous aide à traverser les difficultés de la vie associative, notamment en nous accompagnant pour obtenir des financements des collectivités ou de l'État. En nous invitant à son Congrès national, il nous donne une dose de vitamines et nous rappelle quelle est l'essence de la solidarité. Ça nous fait du bien et nous donne le "boost" pour continuer. Le Secours populaire est très cher à notre cœur. »

En Action

1 000 PANNEAUX SOLAIRES POUR RALLUMER L'ESPOIR À CUBA

La situation à Cuba, critique depuis plusieurs années, est devenue dramatique depuis le renforcement de l'embargo américain. Le pays traverse une crise énergétique extrême. Les longues coupures d'électricité (excédant régulièrement 15 heures d'affilée) qu'endure la population ont des répercussions directes sur son accès à l'eau, à la santé, à l'alimentation et à de nombreux services essentiels, tels les transports et la communication. Dans un contexte où les infrastructures sont au bord de l'effondrement et le carburant ne parvient plus sur l'île, l'accès aux énergies renouvelables constitue un objectif national majeur. En concertation avec ses deux partenaires

de longue date, l'ACPA et l'ACTAF, dont il soutient les programmes de sécurité alimentaire via l'élevage et l'agriculture, le Secours populaire appelle à la mobilisation et à la générosité. Il lance la campagne : « *La solidarité est notre énergie pour Cuba : 1000 panneaux solaires pour rallumer l'espoir* ». Les systèmes photovoltaïques sont installés prioritairement dans des structures d'accueil ou de soins collectives pour les personnes les plus vulnérables : personnes âgées, enfants en situation de handicap, orphelins, grands malades ; mais aussi des centres de loisirs et des écoles.

On passe à l'action ?
Organisez vous-même une collecte : rapprochez-vous du Secours populaire près de chez vous !



6

grands objectifs de développement humain

Les actions de solidarité conduites en Europe et dans le monde par ses partenaires avec le soutien du Secours populaire visent à redonner aux populations victimes de la pauvreté, des conflits armés ou des catastrophes naturelles leur dignité et leur pouvoir d'agir. Multidimensionnelles, ces actions répondent à des besoins exprimés sur le terrain et peuvent être catégorisées en six grands objectifs de développement humain.



L'accès à l'eau et à l'énergie



L'éducation et la formation de la jeunesse



La sécurité alimentaire



L'accès à la prévention et aux soins de santé



Les activités génératrices de revenus

Le soutien au développement des organisations partenaires sur place

Vos dons permettent d'agir !

Nos partenaires changent les vies de manière concrète

Dans 80 pays, le Secours populaire développe la solidarité en soutenant environ 200 organisations partenaires locales. Accès à l'eau, à l'éducation ou à la santé, sécurité alimentaire, activités génératrices de revenus ou encore soutien à la vie associative : dans un monde sujet à des crises multiples, il faut agir sur tous les fronts. La solidarité est un élan collectif pour lequel chaque geste compte. Sans votre engagement à nos côtés, rien ne serait possible. Il n'y a pas d'action sans don, et il n'y a pas de petit don.



5 €

Un cartable pour un enfant vivant en zone de conflit en République démocratique du Congo (FDAPID - 2024*)



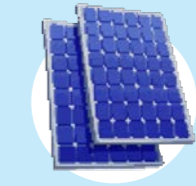
50 €

Une trousse de premiers secours pour un soignant en Palestine (PMRS - 2025*)



130 €

Une chèvre pour assurer la sécurité alimentaire d'une famille pauvre de Haïti (CPFST - 2025*)



1800 €

Un kit de panneaux solaires pour alimenter un dispensaire de santé rural à Cuba. (ACPA / ACTAF - 2026*)

*Besoins exprimés et coûts fixés par nos partenaires locaux.



À haute voix

Martine Canal, présidente de l'AHCD (Haïti)

« En temps de crise, la solidarité permet d'envisager l'avenir »

« La situation à Port-au-Prince est extrêmement difficile car la ville est contrôlée à 85% par les gangs armés. Les enfants sont au cœur de ce cauchemar. Ils ont quitté leur maison, leurs amis. Certains ont été victimes d'agressions, d'autres ont vu des membres de leur famille mourir. Ils ont perdu leurs repères, développent de l'agressivité ou une profonde tristesse. Nous avons mis en place un volet d'accompagnement psychologique. Ce sont des ateliers où les enfants s'expriment sur ce qui les angoisse, ainsi que des jeux basés sur l'entraide. Nous mettons tout en œuvre pour qu'ils retrouvent leur âme d'enfant, emplies de rêves et du désir de vivre et d'apprendre, de grandir dans la joie. Les enfants sont parvenus à s'exprimer et leur violence a en majeure partie cessé. Ils prennent des nouvelles les uns des autres, se retrouvent pour partager un goûter. Ils travaillent mieux à l'école et les meilleurs aident ceux qui sont en difficulté. Ces enfants sont en train de construire une communauté d'entraide. En temps de crise, la solidarité permet d'envisager l'avenir.

FOCUS

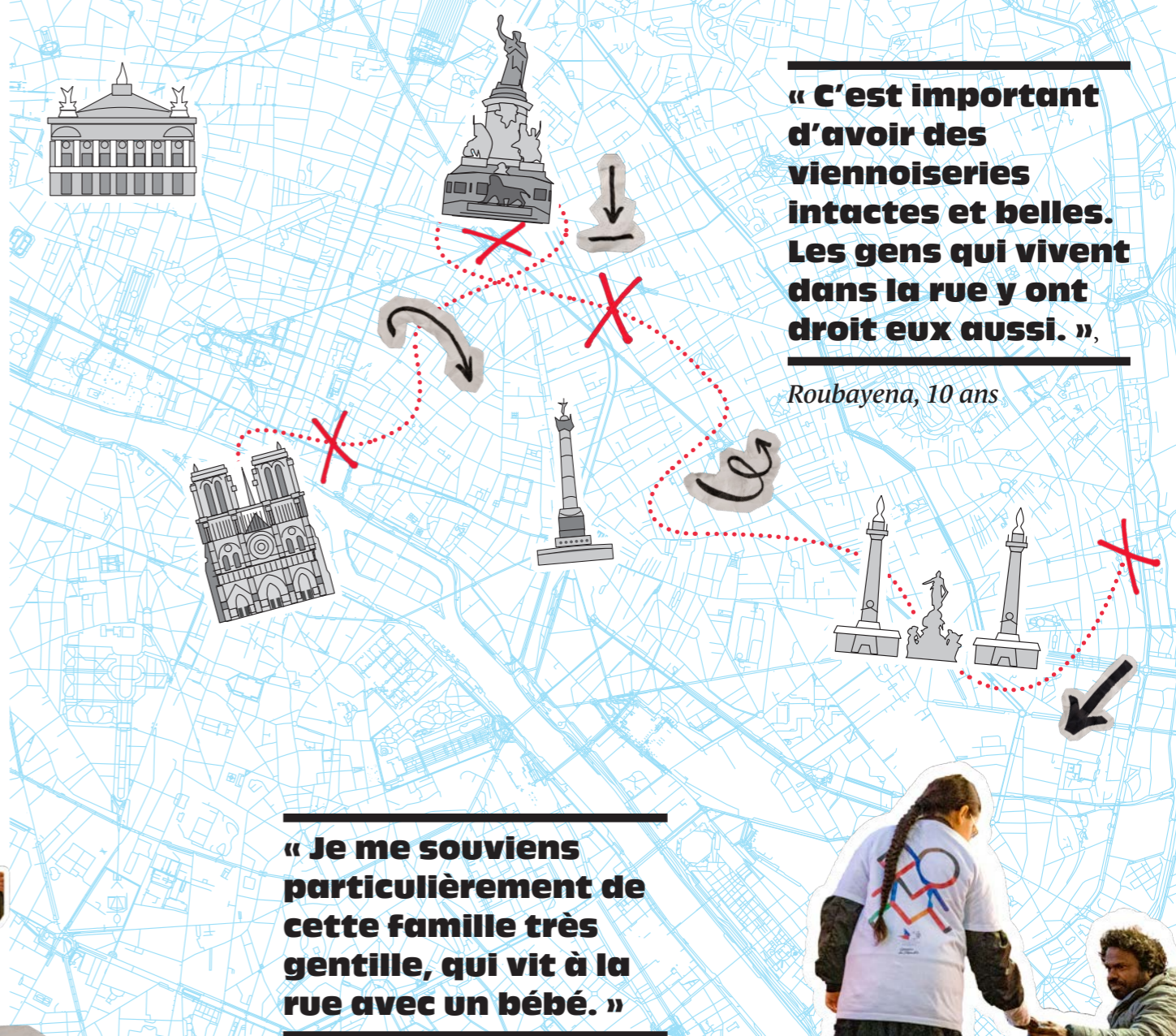


Sensibiliser ici, agir là-bas

Sensibiliser ici pour agir là-bas. C'est ce que le nouveau groupe de jeunes bénévoles de la fédération des Yvelines est bien décidé à faire. Autour de Romane, ils ont organisé leur première collecte au marché de Trappes, le 7 février dernier. Les dons réunis ce jour-là étaient clairement présentés comme destinés à soutenir les actions de PMRS, le plus ancien partenaire du Secours populaire dans les Territoires palestiniens, qui œuvre dans le domaine médical. En trois heures, les bénévoles ont collecté 1200 euros auprès des gens venus faire leur marché. Ils étaient particulièrement émus par la situation sur le terrain à Gaza et en Cisjordanie, mais aussi par les explications données par les jeunes. La collecte suivante a été menée pour soutenir le partenaire au Niger, HED-Tamat. Les jeunes tenaient un stand au concert de Bombino, un artiste touareg, et à celui de l'Orchestre national de Barbès, le vendredi 10 avril à la grande salle du Merise à Trappes.

Avec les petits maraudeurs de Paris

Tous les dimanches à Paris, les enfants « Copain du Monde » distribuent des pâtisseries, des viennoiseries et du pain aux personnes vivant à la rue.



« C'est important d'avoir des viennoiseries intactes et belles. Les gens qui vivent dans la rue y ont droit eux aussi. »

Roubayena, 10 ans

« Je me souviens particulièrement de cette famille très gentille, qui vit à la rue avec un bébé. »

Mayar, 10 ans



Autour de Shazia, la responsable des « Copain du Monde » à Paris, les enfants bénévoles participent par roulement à des maraudes chaque dimanche soir. Cette fois, c'est au tour de Mayar et Roubayena, 10 ans toutes deux ; de Saïd et Aymen, 13 ans chacun. Ils commencent par se rendre rue Oberkampf pour récupérer les invendus d'une boulange-

rie avant de se diriger vers la place de la République, pour les distribuer aux personnes sans-abri qui y ont trouvé refuge. Motivés par l'envie d'aider et de « donner des sourires », selon l'expression de Mayar, qui en affiche elle-même un grand toute la soirée, les petits bénévoles offrent pains, viennoiseries et galettes, tout en échangeant quelques mots avec les personnes en grande précarité. Ces dernières sont de plus en plus

nombreuses : en 2024, leur nombre a atteint environ 350 000, parmi lesquelles on retrouve fréquemment des familles avec enfants, vivant sous des tentes, faute de solution. Le collectif des Morts de la rue a calculé que, dehors, l'espérance de vie est inférieure à 48 ans et que, l'année dernière, pas moins de 912 personnes sont mortes sur l'asphalte ou en hébergement d'urgence. Au fil de la maraude, les enfants découvrent

des situations difficiles : isolement, froid, manque de vêtements, faim. Près d'un abri-bus, une Afghane est venue à leur rencontre avec son bébé dans les bras. Les enfants lui ont donné du pain et les derniers cookies.

TRAJET

1^e étape : porte de Montreuil

2^e étape : la boulangerie rue Oberkampf

3^e étape : place de la République

4^e étape : place de l'Hôtel-de-Ville

Sud-Ouest

Après les inondations, une solidarité sans décreue

Mi-février, le passage de la tempête Nils dans le Sud-Ouest de la France occasionne de terribles dégâts. Les bénévoles du Secours populaire sont aussitôt à pied d'œuvre pour soutenir les familles sinistrées, en particulier celles aux revenus modestes pour lesquelles cette catastrophe accentue la



précarité. En Gironde, la Garonne sortie de son lit inonde des villages entiers. La fédération du Secours populaire, grâce à son Solidaribus, part à la rencontre des familles et leur apporte une aide adaptée : soutien aux démarches administratives mais aussi sur le plan matériel. Les coupures de courant ont fait perdre tous leurs stocks de nourriture à de nombreux foyers. L'eau qui les

a isolés du monde pendant plus d'une semaine les a empêchés de se rendre au travail. À Langon ou encore la Réole, village le plus pauvre du département, les familles se voient ainsi offrir des colis alimentaires exceptionnels. Une attention particulière – c'est le cas aussi en Haute-Garonne ou dans le Lot-et-Garonne –, a été portée aux agriculteurs et maraîchers qui ont tout perdu.

À haute voix



Leslie,
agricultrice bio
en Gironde

« Notre maison et notre ferme en maraîchage bio se trouvent en zone inondable. Cet hiver, il a plu de façon continue pendant 3 mois et, suite à la tempête Nils, nous sommes informés le mercredi 11 février que la Garonne va nous rendre visite. Une seule chose à faire : se préparer. Que ça soit dans la maison ou la ferme, tout ce qui peut être mis à l'abri est monté ou déplacé hors zone inondable. Après trois jours de travail, il ne reste plus que quelques meubles trop gros pour être déplacés... et les légumes en terre ! Une dernière récolte le vendredi pour un dernier marché et le samedi soir la Garonne recouvre tout d'un bon mètre d'eau. L'eau ne repartira qu'une semaine plus tard et le constat est sans appel : la quasi-totalité des légumes en terre est détruite. On a beau s'être préparé, c'est difficile d'assimiler cette information.

D'abord tout ce travail pour rien, et puis la réalité économique qui nous rattrape. On ne se rémunérera pas pendant plusieurs mois mais les factures continuent à arriver. La plus grosse, et aussi la plus symbolique car celle des plants de légumes que nous devions ramasser, nous tracasse car notre trésorerie est insuffisante. Nous apprenons que le Secours populaire peut nous aider en cas de difficulté suite au sinistre. Nous envoyons un message et partons travailler. En revenant à midi, un message rassurant nous informe que la facture sera réglée à notre fournisseur ! La simplicité et la rapidité de cette réponse nous a apporté un vrai soulagement financier et moral. Aujourd'hui, après un mois de travail soutenu, notre parcelle est entièrement replantée. Et les limons de la Garonne – comme pour s'excuser de son passage – nous aideront à produire de beaux et bons légumes dans les années à venir. »

Lot

Elora, 21 ans, étudiante à Cahors

Quand je viens au Secours populaire, je me sens humaine. La solidarité, tant qu'on ne la vit pas, on ne peut pas vraiment la comprendre. Dans mon sac, il y a des produits que je n'aurais jamais pu m'acheter ; en même temps, il y a des produits que je ne prends pas car je pense à ceux qui en auront plus besoin que moi. J'ai en tête cette chaîne humaine – ces gens avant moi, ces gens après moi. Aujourd'hui, j'ai pris de l'huile et des protections hygiéniques, car elles sont devenues hors de prix. Le bénévole qui m'a accompagnée m'a encouragée à prendre des légumes et m'a donné des conseils pour les cuisiner ! Je me sens en confiance au Secours populaire, car il n'y a pas de jugement. Les paroles, les attentions, ça atténue la honte. Il me reste, au fond, un sentiment d'illégitimité. Je me dis que des gens ont plus besoin que moi. Mais la réalité c'est que, sans l'aide du Secours populaire, je ne pourrais jamais manger deux repas par jour.



À haute voix

« Sans l'aide du Secours populaire, je ne pourrais jamais manger deux repas par jour. »

Turquie

Suite au séisme, la vie se reconstruit

Trois ans après le séisme de février 2023, une quatrième mission du Secours populaire est retournée dans les régions sinistrées d'Osmaniye et Hatay, dans le sud-est du pays.

« Le but était d'évaluer l'impact des réalisations menées sur le terrain avec notre partenaire local, l'association Nartane », précise Françoise Vis, trésorière nationale, qui dirigeait la mission. Alors que les « villes champignons » poussent à vue d'œil, le Secours populaire et Nartane ont concentré leurs efforts sur la réhabilitation d'écoles. Dans l'établissement d'un quartier populaire d'Osmaniye, cela s'est traduit par le financement de la reconstruction de

sanitaires ; mais aussi par l'installation d'un système de chauffage et de climatisation pour faire face aux amplitudes thermiques de la région et assurer le confort nécessaire aux élèves. La bibliothèque scolaire a également été refaite, offrant aux enfants un espace de calme et de savoir auquel ont été adjoints des jeux, indispensables à l'équilibre physique et mental. « Quand on voit ça, on se dit que la vie a vraiment repris », relève Lise Toussaint, secrétaire générale de la fédération de Dordogne. Les travaux ont aussi été soutenus dans un établissement d'un quartier plus moderne de la ville. « Derrière les vitres de l'école, la vue sur les montagnes enneigées était d'une grande beauté », se rappelle Lise Toussaint. Ici, le Secours populaire a apporté les premiers livres et le matériel informatique de la bibliothèque scolaire. Hatay est située dans les montagnes. La ville est plus pauvre : maisons fissurées, familles vivant encore en conteneurs, les marques du séisme y sont plus criantes. Le Secours

populaire y a financé une bibliothèque scolaire et des sanitaires non mixtes, à la demande des enseignants. Rebâtir, c'est aussi recréer du lien. Face à la fracture numérique constatée à Hatay, Nartane et le Secours populaire envisagent d'équiper à l'avenir les jeunes en ordinateurs et en connexions internet. « L'amélioration des conditions de vie passe par le renforcement des structures locales », souligne Françoise Vis, comme les centres de formation permettant aux femmes d'Osmaniye de cuisiner, de fabriquer des sacs et de suivre des cours du soir.

Partout, la délégation a reçu un accueil « très, très chaleureux », se réjouit Lise Toussaint : « Les enfants connaissent tous le Secours populaire ». Les photos rapportées témoignent de ce renouveau : un radiateur qui chauffe une classe, un livre entre les mains d'un élève, un terrain de foot où les enfants oublient, un instant, les traumatismes du passé.



LE NUMÉRIQUE,

nouvelle frontière de la bataille pour les droits

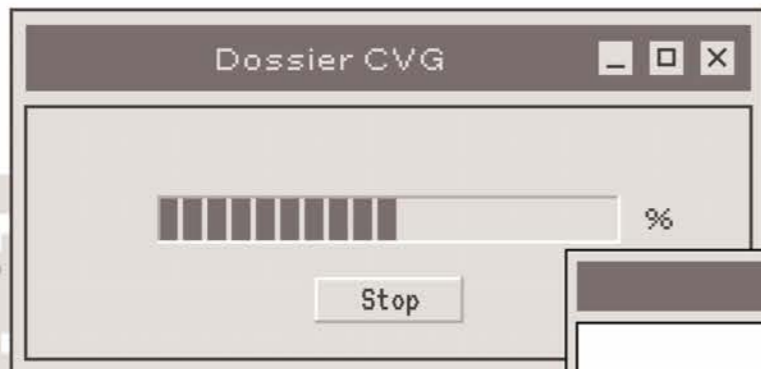


Photo : Maité Baldi / SPF

Plus de 60 % des Français rencontrent des difficultés dans leurs démarches administratives en ligne.

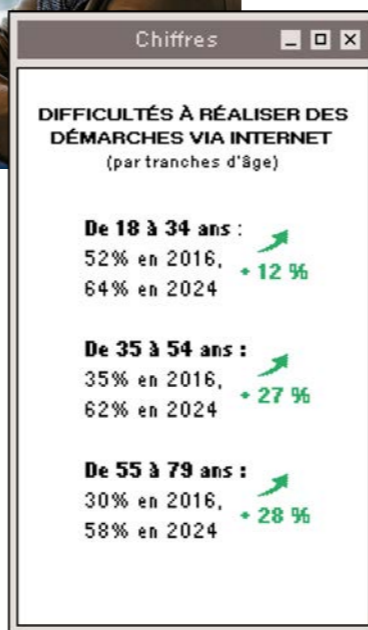
Près d'un quart abandonnent leurs demandes à cause de la complexité des procédures et du manque d'accompagnement. L'accès aux services publics n'est plus universel.



L'accès numérique aux services publics devait faciliter la vie des usagers en réalisant « 100 % des démarches administratives en ligne » à la vitesse de la fibre optique. La promesse n'a pas été tenue. Près de 80 % des démarches administratives peuvent se faire – ou doivent se faire – par internet. Au passage, un filtre supplémentaire, voire un obstacle, a ainsi été créé. « Le développement du numérique s'est souvent accompagné du fantasme qu'on arriverait à rendre au moins aussi bien, voire mieux, le service public en l'absence d'un élément fondamental: la dimension relationnelle assurée par les agents, en nombre suffisant et bien formés », analyse Daniel Agacinski, délégué général à la médiation auprès de la Défenseure des droits. Bien souvent, les procédures numériques ont été utilisées pour transférer sur les usagers une partie des tâches administratives, en vue de diminuer les coûts de la fonction publique. Résultat : fermetures de guichets, réductions des plages horaires d'accueil du public et non-remplacements des départs à la retraite des fonctionnaires se sont multipliés. Cas exemplaire, l'Assurance maladie a fermé 60 % de ses points d'accueil du public en dix ans. Les dernières enquêtes montrent une nette dégradation de la situation : 39 % des usagers déclaraient rencontrer des difficultés dans leurs démarches administratives en 2016. Ils sont désormais moitié plus : 61 % des Français se heurtent à des problèmes pour remplir un formulaire en ligne, déposer les pièces demandées pour compléter une démarche, créer un compte numérique ou comprendre le vocabulaire administratif utilisé sur les sites des services publics.

Une majorité en galère

Les personnes en difficultés financières (69 %), sans emploi (62 %), ouvriers et employés (62 %) ou en situation de handicap (68 %) sont celles qui rencontrent le plus de difficultés. Mais toutes les catégories de la population sont touchées: parmi les diplômés de niveau master et plus, la proportion



est passée de 33 % à 58 % ; et a pratiquement doublé chez les cadres et les professions intermédiaires, passant de 30 % à 57 %. Au-delà des compétences, la question de l'équipement et de la connexion reste centrale: 7 % de la population n'a toujours pas les moyens d'avoir un smartphone et un accès à une connexion internet à son domicile, selon l'Insee. Dans ces conditions, l'injonction à « tout faire en ligne » exclut de fait plusieurs millions de personnes. « La généralisation des procédures numériques ne produit pas des inégalités, mais elle accentue celles déjà existantes », relève Anne-Charlotte Oriol, chercheuse en sciences sociales et consultante. Même lorsqu'un usager est équi-

Source : « Enquête sur l'accès aux droits », Défenseure des droits, octobre 2025

« LA GÉNÉRALISATION DES PROCÉDURES NUMÉRIQUES NE PRODUIT PAS DES INÉGALITÉS, MAIS ELLE ACCENTUE CELLES DÉJÀ EXISTANTES. »

pé et connecté, il se heurte régulièrement à des bugs, des blocages ou à une saturation des créneaux de rendez-vous. Exemple emblématique : l'Agence nationale des titres sécurisés, qui a pris en charge les cartes grises et permis auto depuis 2017. Des personnes ont perdu leur emploi ou leurs droits sociaux faute d'avoir obtenu ou pu renouveler à temps un permis de conduire ou leur titre de séjour. Selon la dernière enquête de la Défenseure des droits, 23 % des usagers déclarent avoir déjà renoncé à demander un droit au cours des cinq dernières années. En cause, la complexité des démarches (70 % des cas), le manque de temps (34 %), l'absence de réponse de l'admini-



nistration (24 %) ou des délais trop longs pour obtenir un rendez-vous (23 %). La digitalisation accentue ainsi le « non-recours », en particulier pour les personnes situées dans le bas de l'échelle des revenus.

Déshumanisation du service public

Les ayants droit sont en demande de contacts humains. « Bien sûr, on est content de pouvoir faire en quelques clics une démarche qu'auparavant on aurait dû faire au guichet ; sauf que le service public, c'est aussi éclairer sur les situations souvent atypiques des usagers, sur les choix à faire, les démarches à entreprendre », souligne Daniel Agacinski, délégué général auprès de la Défenseure des droits. Face à ces constats, cette dernière, Claire Hédon, recommande que chaque démarche administrative soit accessible via plusieurs modalités (guichet, téléphone, courrier, internet) et préconise d'utiliser une partie des économies réalisées grâce à la numérisation vers des dispositifs pérennes d'accompagnement des usagers.

1 - (photo p.13) Les zones rurales sont habitées par des catégories populaires et souffrent du retrait des services publics.

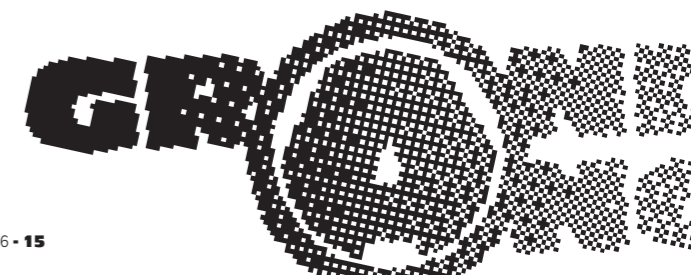
© Maïté Baldi / SPF

2 - Le Secours populaire se rend au plus près des populations grâce à ses Solidaribus. Certains sont spécialisés dans la lutte contre l'exclusion numérique.

© Maïté Baldi / SPF

3 - Une des principales missions des bénévoles du Secours populaire est d'accompagner les personnes dans leur accès aux droits.

© Bruno Manno / SPF





Reportage

France

PARTOUT, GARANTIR L'ACCÈS AUX DROITS À L'ÈRE DU TOUT-DIGITAL

© Pascal Montary / SPF



1



2

1 - 2 Les bénévoles du Secours populaire s'assurent que les personnes accèdent bien à leurs droits, notamment ceux liés à la santé.

© Nathalie Bardou / SPF

• Dans toute la France, le Secours populaire permet aux personnes confrontées à la précarité de ne pas être exclues de leurs droits alors que la numérisation des services publics multiplie les laissés pour compte. Fournissant de l'équipement, assurant un accompagnement et des formations, ses bénévoles aident étudiants, familles et personnes isolées à réaliser leurs inscriptions universitaires, effectuer leurs demandes d'aides sociales ou mener à bien leurs démarches liées à l'emploi ou à la santé. « *Je me rends en Solidaribus dans les villages autour de Toul qui sont éloignés de tout service public* », explique Christophe Ceylan, conseiller numérique qui sillonne les zones blanches du sud de la Meurthe-et-Moselle. « *J'aide les gens à faire leurs déclarations à la CAF ou à vérifier sur leur compte Ameli si leurs soins ont bien été remboursés.* » Le public qu'il y ren-

contre est le plus en difficulté, selon les enquêtes statistiques : des retraités, modestes, habitants des zones rurales. Le Secours populaire a progressivement intégré la lutte contre les inégalités numériques à son action. En parallèle de treize Solidaribus, des ateliers d'initiation au digital ont été mis en place dans plus de 40 départements. Depuis 2023, une commission dédiée à la fracture numérique agit dans plusieurs antennes de Marseille. Cet accompagnement individualisé a permis, à titre d'exemple, à 180 familles marseillaises d'obtenir une aide à la consommation d'énergie de 250 euros. Financée par le Fonds social européen, elle est exclusivement accessible en ligne. Au fur et à mesure de l'augmentation de la transition vers le digital des administrations, le public en difficulté s'est élargi et a beaucoup rajeuni. « *J'aide beaucoup de retraités, mais aussi*

de plus en plus de jeunes de Toul qui n'ont pas l'habitude du langage administratif et qui ne maîtrisent pas l'interface numérique avec les services publics », relève Christophe Ceylan, en Meurthe-et-Moselle. Le Secours populaire a mis à disposition des personnes du matériel informatique dans plus de 50 départements. En 2025, le Secours populaire a bénéficié de l'opération "Don de Giga" de l'opérateur Bouygues Telecom. Cela a permis de donner 1250 smartphones et autant de cartes SIM associées à un forfait gratuit pour 2 ans. Les plus jeunes ont souvent besoin d'un matériel adéquat. À Pau, ce sont 50 ordinateurs qui ont été donnés à des étudiants. Dans la Sarthe, 160 ordinateurs reconditionnés ont été mis à leur disposition, grâce à plusieurs partenariats, notamment avec BNP Paribas. À Albi, c'est une quarantaine d'ordinateurs portables qui a été prêtée à des col-

légiens, des lycéens et des étudiants – en partenariat avec la MAIF. Les ordinateurs sont mis à disposition pour une durée d'un an. Si les jeunes poursuivent leurs études, le prêt est prolongé. Sinon, l'ordinateur est confié à des jeunes qui continuent leur cursus. La lutte contre les inégalités numériques a un impact très large. « *L'illectronisme est un énorme frein dans les recherches d'emploi, de logement, les démarches de santé ou l'accès aux droits de façon générale*, souligne Guillaume Robin, chargé de mission numérique au Secours populaire. *Dès lors, toutes nos actions de solidarité dans ces domaines prennent en compte l'accès au numérique, même si ce n'est pas leur but principal.* » •

Maryam,
étudiante en première année de droit

« Le Secours populaire de Moselle offre aux étudiants de l'association PopHandicap, présente sur le campus de l'université de Metz, des ordinateurs à commande vocale et des appareils électroniques de prise de notes en braille. Je pourrai désormais vérifier avec mes doigts ce que je suis en train d'écrire sur mon clavier. Cela va tout changer. Jusqu'ici, nous étions tributaires de la prise en notes intégrale des cours par les services de l'université et c'était compliqué. Le Secours populaire nous a aussi offert des cannes blanches dotées de télécommandes permettant d'interroger les heures de passage des bus, lorsqu'on passe à proximité d'une station. L'appareil permet aussi de faire passer au vert les feux piétons. C'est fantastique, je vais gagner en autonomie ! J'en rêvais ! J'avais fait une croix dessus car c'était trop cher... ».





Anne-Charlotte Oriol,
chercheuse en sciences
sociales et consultante
indépendante

J'ai participé à une étude dans plusieurs centres communaux d'action sociale en Seine-Saint-Denis. Le problème de l'accès aux droits dans ce département n'est pas la dématérialisation à proprement parler. Cette dernière aggrave une situation déjà très complexe. Le premier facteur, c'est la crise sociale qui entraîne une précarisation et une paupérisation accrues. Ça veut dire qu'il y a de plus en plus de gens qui se tournent vers les services sociaux et vers les associations, comme le Secours populaire. Il y a par exemple l'apparition

« La dématérialisation aggrave une situation déjà très complexe. »

aux guichets de gens qui n'avaient auparavant pas besoin d'aide et qui savaient faire leurs démarches avec des papiers et qui se retrouvent en difficulté du fait notamment de la dématérialisation. Le second facteur a un impact énorme en termes d'accès aux droits : ce sont les entraves administratives, plus particulièrement ce qui concerne les titres de séjour... Là aussi, la dématérialisation n'explique pas la totalité de ce qu'on observe comme situations difficiles, mais elle n'y est pas pour rien : le numérique renforce des dynamiques et des logiques politiques institutionnelles déjà à l'œuvre. Dans les sciences sociales, plutôt que de parler « d'exclusion numérique », nous préférons utiliser la notion « d'inégalités sociales numériques », qui permet de replacer les responsabilités à une échelle collective plutôt que d'imputer aux individus la responsabilité d'un état de fait, de rendre responsables les gens des difficultés qu'ils traversent.

Michel Thépin, animateur de l'atelier numérique à Bourges

« Il y a dix ans, j'ai pris la suite d'un atelier d'aide à l'usage du numérique car, ayant fait carrière chez Orange, j'avais les compétences. Tous les mardis, je reçois une trentaine de personnes. Les 60 ans et plus ne disposent pas des connaissances informatiques de base, maintenant que toutes les démarches sont dématérialisées. Ensemble, on voit les démarches administratives, comme consulter son espace client EDF ou comment mettre des fichiers et des résultats d'examen de laboratoire sur son compte Ameli. Ils sont très intéressés. Pour le groupe des 75-85 ans, apprendre à maîtriser les techniques de base est vraiment plus difficile. En moyenne, les jeunes représentent moins de 10 % des personnes qui viennent. Ils demandent surtout à connaître les outils pour faire un CV et l'envoyer. »

EN SAVOIR PLUS

Article.

La revue Numérique en commun, hiver 2025

Ce numéro sur les migrations a été coordonné par la chercheuse Anne-Charlotte Oriol. Il aborde notamment la part du numérique dans la surveillance des frontières ou les démarches administratives.

Rapport.

Enquête sur l'accès aux droits, octobre 2025

Elle étudie les relations des usagers avec les services publics pour le compte de la Défenseure des droits, et fait le compte des difficultés que rencontrent les Français dans leurs démarches administratives.

Livre.

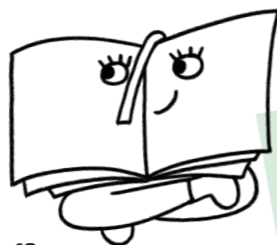
« L'accès aux services publics... », octobre 2025

Cette mission d'information du Sénat fait le constat de difficultés inattendues liées à la dématérialisation des services publics, notamment pour de nombreux jeunes.

Rencontre.

Séminaire populaire, mi-novembre 2025

Fin 2025, le Secours populaire a réuni Christophe Ceylan, conseiller numérique à Toul, Anne-Charlotte Oriol, sociologue et Daniel Agacinski, responsable auprès de la Défenseure des droits, autour de la question : « Digitalisation, numérisation : les oubliés des services publics ».



Séminaire populaire
Scannez ce qr code pour revoir la rencontre

L'indépendance au cœur

Le Secours populaire, au fil de son histoire, a régulièrement réaffirmé son « *indépendance* ». Rien d'étonnant à cela : c'est ce qu'il a de plus cher.

Cette **indépendance** est fondamentale, car inscrite dans les statuts du Secours populaire, rédigés à sa création en 1945. L'article 1 exprime que l'association n'a aucun autre but que celui de « *pratiquer la solidarité* ». Celle-ci s'incarne en un soutien inconditionnel et sur tous les plans (« *matériel, sanitaire, médical, moral et juridique* ») aux personnes victimes de la pauvreté, des catastrophes naturelles et des conflits armés. Et que, pour ce faire, il rassemble en son sein toutes les personnes de bonne volonté, de tous âges et de toutes conditions et – là est un point crucial – « *quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses* ». Avec pour limite, bien sûr, le racisme et l'antisémitisme, qui constituent des délits. Ceux-ci, il les combat sans relâche pour défendre les victimes de toute stigmatisation. Dans un contexte de montée des populismes et de banalisation de l'extrême droite, d'accroissement des exclusions et des tensions sociales, ce combat-là doit demeurer farouche. Ainsi, cette indépendance, si chère au

Secours populaire, est ce qui lui permet de ne jamais dévier de son cap (la solidarité) et d'y consacrer l'entièreté de ses efforts. Ce sont sur les conséquences des drames et des injustices qu'il s'agit pour lui de peser, non sur leurs causes :

« Le Secours populaire est l'avocat des pauvres – et d'eux seuls. »

c'est ainsi qu'il demeure possible d'associer le plus grand nombre. Indépendant de tout parti politique, le Secours populaire se mobilise néanmoins pour défendre les droits humains, alerter sur la réalité de la pauvreté et protéger les plus démunis. Il est l'avocat des pauvres – et d'eux seuls. S'il peut agir en toute indépendance depuis plus de 80 ans,

c'est parce qu'il est une association de solidarité populaire, qui se dote de moyens grâce à la générosité de ses donateurs et aux initiatives de collecte menées par ses bénévoles ; c'est pourquoi, à ceux-ci, l'association remet une carte d'« *animateur-collecteur* ». L'exercice de la solidarité et la recherche des moyens qui la rendent possible sont intimement liés. Là réside cette précieuse « *indépendance* ». Bien sûr, le Secours populaire se dote de subventions publiques, mais celles-ci demeurent minoritaires au sein de budgets essentiellement édifiés grâce à la contribution de donateurs privés et aux collectes populaires. Cette mobilisation citoyenne est la clé de la liberté d'action du Secours populaire. Grâce à l'engagement de ses bénévoles et au soutien fidèle de ses donateurs, le Secours populaire fait vivre une solidarité ouverte à toutes et tous.

Vous aussi, devenez familles de vacances !

Les grands oubliés des vacances demeurent les enfants. Les vacances, pour un enfant sur trois, c'est rester dans son quartier ou son village, renoncer à pouvoir s'évader de son quotidien. Aussi, tout au long de l'année, les équipes du Secours populaire multiplient les initiatives en direction des plus jeunes avec pour objectif l'accès aux loisirs et à la culture. Et, durant les périodes de vacances, les bénévoles mettent tout en œuvre pour leur faire goûter les joies du départ : séjour offert à la famille tout entière, place dans une colonie ou un camp de vacances ou accueil de l'enfant dans une famille bénévole – une « famille de vacances ».

C'est depuis le début des années 60 que le Secours populaire met en place son dispositif des familles de vacances. Le principe en est simple : chaque année, des familles sont sollicitées pour accueillir bénévolement un enfant pendant une quinzaine de jours, chez elles ou sur leur lieu de vacances. L'accueil se prépare en amont, afin que les deux familles tissent des liens, se rassurent mutuellement, apprennent à se connaître : le séjour n'en sera que plus profitable à l'enfant. Cette formule a fait ses preuves, aussi bien pour les enfants accueillis, qui découvrent un autre univers et acquièrent de la confiance en eux, que pour les familles accueillantes qui ouvrent leurs portes. Pour près d'un tiers des accueils, les enfants partis ainsi que leurs parents restent en contact avec la famille de vacances et continuent de la voir à d'autres occasions. Et c'est la moitié des enfants qui retournent dans leur famille de vacances pour un autre séjour. Ce sont des moments de bonheur partagés, des liens puissants qui sont noués



À haute voix

Christine,
Famille de vacances (Biville-sur-Mer)

« Avec mon mari Didier, nous accueillons des enfants pour les vacances depuis 19 ans. La première est venue de ses 8 à ses 18 ans. Elle en a aujourd'hui 27 et nous sommes toujours en contact. Depuis 5 ans, c'est Raphaël, que nous revoyons à toutes les vacances. Il vit près de Rouen et ici il découvre la campagne, la forêt, la plage. C'est avec nous qu'il a vu la mer pour la première fois : « C'est géant ! ». Il n'en revenait pas. Les vacances, c'est très simple : on joue beaucoup au Uno, au Memory, au Mille Bornes... Après une période d'adaptation, on part au camping en Bretagne ou visiter les châteaux de la Loire. Raphaël apprécie beaucoup : ce petit est fêru d'histoire. À notre tour, nous avons créé des liens avec sa famille. »



 **Devenez famille de vacances !**
Scannez ce qr code

FOCUS

L'ECSI : qu'est-ce que c'est ?

L'ECSI, cela veut dire « *Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale* ». C'est à la fois une démarche d'éducation populaire, de mise en mouvement et d'émancipation mise en place depuis 2020 dans de nombreuses fédérations du Secours populaire. Sa finalité : permettre aux personnes aidées, y compris les enfants à travers le mouvement "Copain du Monde", de contribuer à des actions en faveur des solidarités dans le monde, en les y associant ou en leur proposant de les initier. Les activités qui naissent de cette démarche sont diverses : expositions, spectacles, ateliers culinaires ou d'écriture, stands de collectes ou encore émissions de radio rappellent que la solidarité n'observe aucune frontière, promeut l'amitié entre les peuples, sensibilise aux valeurs d'entraide et aux objectifs de développement durable.

Depuis plus d'un an, une dizaine de femmes accompagnées par le comité de Cherbourg dans la Manche participent à un atelier de couture et confectionnent des sacs en toile, afin de les vendre sur les stands du Secours populaire. Leur objectif : collecter un maximum de fonds pour aider au financement d'un projet d'accès aux soins au Maroc. Chaque année,

dès que renaît le "Printemps de la solidarité mondiale", la campagne du Secours populaire visant à mettre à l'honneur les projets que l'association soutient dans le monde, des "fêtes des couleurs" s'organisent. Personnes aidées et bénévoles s'y retrouvent pour faire connaître leurs projets et leurs partenaires étrangers, et collectent des fonds pour eux-ci.

L'ensemble des témoignages recueillis le confirment, cette démarche redonne confiance aux personnes accompagnées et leur font prendre conscience qu'elles ont, elles aussi, toute leur place dans les actions menées par le Secours populaire. Qu'à leur tour, elles peuvent aider. « *J'ai été sollicitée pour tenir un stand culinaire. Pour une fois, je pouvais apporter quelque chose, ne pas uniquement recevoir. J'ai été impliquée et je me suis sentie quelqu'un.* »

L'ECSI répond aux problématiques d'exclusion et de stigmatisation rencontrées par les personnes en situation de pauvreté et de précarité, et contribue à changer le regard que la société porte sur elles. Elle permet de renforcer le pouvoir d'agir et favorise la mise en mouvement des personnes accueillies, pour une société plus juste et plus solidaire.



AU



EN SOLOGNE, ON CHASSE LES ŒUFS DE PÂQUES !

C'est le samedi 28 mars que l'équipe de bénévoles du comité de Romorantin-Lanthenay (Loir-et-Cher) a organisé sa dixième chasse aux œufs. Un rendez-vous que tous attendaient avec impatience et qui, une fois de plus, a permis aux petits comme aux plus grands de se distraire ainsi que d'aider au financement d'un projet solidaire au Bénin. Les 1 280 € collectés (un record !) y seront consacrés.

- 1 Une préparation de longue haleine —** Organiser une chasse aux œufs demande de l'anticipation. Avec 35 bénévoles mobilisés deux mois avant le Jour J, ce sont 320 heures de bénévolat qui ont été nécessaires à l'organisation de l'événement. Dès 8 heures commence l'installation : on monte les stands, on coupe les parts de gâteaux et on prépare les permis de chasse. Nadine, Andréa, Josette, François et toute l'équipe ne veulent rien laisser au hasard afin que cette édition reste dans les esprits.
- 2 Une vraie chasse au trésor —** Le parc de Beauvais et ses 13 hectares offrent un immense terrain de jeu où petits et grands, panier à la main, peuvent partir à l'aventure. Une belle occasion de prendre l'air et de s'amuser. Leur butin amassé, ils peuvent aller chercher leur sachet de chocolat. Au total : 200 enfants ont mené à bien leur chasse.
- 3 De nombreux stands et animations —**
- 4** Pour que la fête soit une vraie réussite, de nombreux stands de jeux accueillent les familles. Maquillage, pêche à la ligne et pêche au canard, chamboule-tout, buvette, tombola et nouveauté de l'année, un stand de barbe à papa. Le but : que tout le monde s'amuse !



EN
EN
EN



15€ par mois

Solidaire aujourd'hui,
comme demain !



Un peu chaque mois,
c'est beaucoup
pour ceux qui n'ont rien.

Grâce au soutien régulier :

- ❖ Vous contribuez à renforcer la protection et l'accompagnement au quotidien des personnes les plus fragiles.
- ❖ Vous nous permettez de mieux prévoir nos budgets et de déployer nos actions tout au long de l'année.
- ❖ Vous exprimez votre solidarité tous les mois sans avoir à y penser. Vous êtes bien sûr libre de modifier ou d'arrêter votre prélèvement automatique à tout moment.

Avec un soutien régulier de quelques euros par mois, vous accompagnez près de 4 millions de personnes tout au long de l'année, en France et dans le monde.

Dès maintenant, rendez-vous sur
agir.secourspopulaire.fr



ou
scannez
ce QR code



Votre don régulier ouvre droit à une réduction d'impôt égale à 75 % de son montant*.

*Selon la loi en vigueur

26CVM391



LA PAUVRETÉ GAGNE DU TERRAIN, VOTRE DON RÉGULIER PEUT FAIRE LA DIFFÉRENCE. MERCI !